



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

B.P. 257 - 97 100 Basse-Terre

0690.28.19.86

fsas.cgtg@laposte.net – secretariatfsas@gmx.com

www.veyatifsascgtg.org

Siret : 798 550 497 000 19



DECLARATION FEDERALE – 06 Avril 2023

Sur le dernier avis de la Haute Autorité de la Santé (H.A.S.) quant à la réintégration des professionnels suspendus !

La Haute Autorité de Santé, dans sa dernière recommandation validée le 29 Mars dernier, donne son avis sur les vaccinations obligatoires concernant la diphtérie, le tétanos, la poliomyélite, l'hépatite B et... la COVID-19. Si cet avis exprime le bon sens en ce qui concerne la COVID-19, un point doit être fait pour clarifier la situation qui ne se résume pas à la seule et obligatoire réintégration des personnels suspendus.

Hormis l'ARNm pour la COVID-19 qui demeure une technologie nouvelle et non-éprouvée, tous les vaccins cités par l'H.A.S. sont souvent concomitants dans une seule injection et composés de fragments de germes (*Haemophilus influenzae*), d'anatoxines (diphtérie et tétanos), de virus tués (polio) ou d'antigènes immunisants (coqueluche, hépatite B)... **Des technologies vaccinales éprouvées depuis des décennies**, ce qui n'est le cas - en Europe - que du vaccin "Valnéva" pour la COVID-19. On ne peut pas dire que le vaccin Valnéva ait connu une grande publicité ni ait été une offre très médiatisée dans la panoplie des autorités. On peut, donc, s'interroger sur la confusion qui est faite comme pour légitimer l'ARNm alors que les résultats escomptés sont quasi nuls.

Quand on sait que l'O.M.S. a modifié la définition du terme "vaccin" en pleine pandémie pour faciliter l'imposition des "vaccins" utilisant la nouvelle technologie dite à ARN messenger, on est surpris que cet avis de la H.A.S. fasse sciemment cette confusion qui consiste à comparer ce qui n'est pas comparable, d'autant que la technologie ARNm est encore en essai clinique et n'a jamais encore démontré son efficacité sauf dans des déclarations péremptoires qui consistent à passer de "95% d'efficacité" à "protège contre les formes graves" pour ne pas reconnaître tout simplement que nous avons été cobayes et victimes d'une escroquerie scientifique et financière de haut vol.

Plutôt que de gérer cette pandémie comme il se devait et comme on a toujours fait, les pouvoirs publics ont choisi d'organiser une peur irrationnelle pour imposer une "nouvelle médecine" génique qui apparaît, désormais, à toutes les sauces. **Pourtant, dès le 18 Décembre 2020, la FSAS dénonçait cette escroquerie en ces termes :**

*" Aujourd'hui, les incohérences dans les décisions se poursuivent, au nom de « vagues » successives (**notion plus médiatique qu'épidémiologique**), on fait et on défait, **on impose la peur** et voilà qu'arrivera un remède miracle : « **The vaccin !** ».*

*Le problème est qu'il ne s'agit pas d'un vaccin classique basé sur un germe neutralisé pour contraindre l'immunité à réagir et protéger l'individu. Non ! Il s'agit d'un vaccin des « temps modernes » basé sur un postulat de l'école de la thérapie génique dont le **recul scientifique** manque cruellement.*

*Alors qu'un vaccin classique doit attendre plus d'une décennie pour sa mise au point, celui-ci débarque en moins d'une année boostant au passage la bourse et les actions pharmaceutiques. En somme, nous devrions être des cobayes d'un laboratoire à ciel ouvert, qui pense nous inoculer un produit que même les politiciens bégayaient à l'idée d'être servis en premier. Le groupe Pharmaceutique a l'origine de ce court-bouillon d'ARN a même pris les devants en **s'assurant juridiquement** ne pas être responsable des effets secondaires inconnus de tous... Rien que cela devrait interpeller nos responsables politiques mais ils préfèrent tourner la tête.*

En fait, les pouvoirs publics ont sciemment fait le choix d'un deuxième risque sanitaire, quant aux effets secondaires, en investissant **des milliards** pour acheter des fioles de cette solution plutôt que d'investir cet argent en moyens de prévention et de traitement, tout en laissant le temps au temps à la recherche pour trouver une vraie issue vaccinale **au nom du principe de précaution**.

Le choix est clair, plutôt le fric que l'humain ! Car, en dernier ressort, c'est nous qui paierons la facture grâce aux impôts, mais ce sont de grosses firmes privées qui se goinfrent peu importe les conséquences".

Les faits nous ont donné totalement raison trois années durant et, jusqu'à ce jour, mis à part les sobriquets pour qualifier les esprits critiques de "complotistes - conspirationistes - antivax et consorts" et les études bidons financées par les manufacturiers d'ARNm, l'argumentation scientifique peine à émerger au nom de la peur et/ou de la corruption. Le plus regrettable est que nous aurions pu éviter les nombreuses et malheureuses victimes de l'inconséquence des pouvoirs publics qui restent droits dans leurs bottes malgré les erreurs manifestes.

Leurs arguments pour l'obligation "vaccinale" à base d'ARNm ont toutefois été balayés par les faits :

- **L'argument du soignant non-transmissible ne tient pas** puisqu'on sait que le soignant « vacciné » est aussi transmetteur.
- **L'argument de la protection contre les formes graves ne tient pas** puisque l'on sait que les « vaccinés » peuvent développer les formes graves.
- **L'argument du nombre élevé de « non-vaccinés » en réanimation ne tient pas**, il n'y a qu'à voir le changement rapide de la communication du gouvernement... La raison est simple, les chiffres officiels démontrent le contraire.
- **L'argument de l'ultime solution du tout-vaccination ne tient pas**, puisque d'autres expériences appliquées dans d'autres pays ont démontré le contraire jusqu'à mettre en exergue que, hormis Cuba qui a fait le choix d'un vaccin classique et de traitements, tous les pays qui ont fait ce choix subissent un regain de la pandémie. L'Afrique et Haïti, pour une fois, devraient être une boussole en matière d'immunité !
- **L'argument de l'absence de traitements est faux**, les pays qui ont fait le choix de traiter en repositionnant des molécules connues ou en développant de nouvelles s'en sont mieux sortis et sans regain. A ce propos, il est bon de rappeler l'expérience mortifère et onéreuse du *Remdésivir* pour combattre le professeur Raoult et celui, plus récemment, de l'échec patent - ou du moins sa relative réussite sur des variants déjà affaiblis - du « traitement » de Pfizer et autres tentatives à base d'anticorps monoclonaux qui sont là pour démontrer que cette gestion est idéologique et non politique... Seuls les intérêts économiques des gros laboratoires priment.

Il faut se rappeler de l'antienne officielle "**On peut débattre de tout sauf des chiffres**" - disparue depuis que les données officielles sont venues relativiser et faire apparaître l'inverse de ce que les autorités Françaises prétendaient, une petite comparaison avec la grippe espagnole est utile pour comprendre :

Épidémie	Nombre de cas	Nombre de décès	Population mondiale	Décès par millier d'habitants
Grippe Espagnole 1918-1920	500 millions	de 20 à 100 millions (beaucoup de jeunes)	1,8 milliards d'h	10 à 50 pour 1 000 h
Covid-19 2020 - 2023	684 millions de tests positifs	6,83 millions âgés + Comorbidités	8 milliards d'h	0,877 pour 1 000 h

Combien de morts par manque de soins ou qualifiés de COVID pour faire du chiffre alarmant ? Combien de jeunes ont décompensé ou vont encore décompenser ? Combien de professionnels compétents ont été mis à l'écart pour avoir refusé du liquide de perlimpinin ? Combien subissent ou subiront encore les graves conséquences de cette injection expérimentale ? Combien nous coutera cette grande gabegie digne d'enfants gâtés et irresponsables ?

La Guadeloupe, de par la résistance mémorable - conséquence de l'affaire du Chloredécone - de plus de 80 % de sa population, a fait la démonstration que cette "vaccination" ARNm n'était aucunement le passage obligé. Les plus d'un millier de morts de la Guadeloupe ne le sont pas par absence de "vaccination" ARNm mais par **absence organisée** de la prise en charge et de la distribution de traitements... Les faits et les témoignages le démontrent !

Par ailleurs, les prétendus "80%" de "professionnels vaccinés" ne le sont nullement selon les principes même édictés par la loi du 05 Août 2021, en France en général et en Guadeloupe en particulier. Toutes les tentatives de faire émerger une énième vague explosent en plein vol. La population et les travailleurs Français l'ont désormais et parfaitement compris et ne se laissent plus prendre à cette escroquerie internationale en bande organisée, les mouvements sociaux en cours sont là pour le confirmer.

Ainsi, le Gouvernement peine à juguler une formidable contestation populaire et, malgré le soutien sans faille des médias des milliardaires, fait face à son destin : le "*Nous sommes en guerre*" se transforme progressivement en "*Celui qui utilise l'épée périt par l'épée*". **Un pouvoir politique essoufflé, au bord de l'implosion et qui a peur après avoir joué avec la peur du peuple, en dépit des grimaces publiques.** Ils comptaient encore faire jouer le suspens pour les professionnels suspendus jusqu'à perpétuité par perversité mais la réalité les rattrape.

Sont-ils contraints de jouer la carte de l'apaisement en passant par la déclaration de la H.A.S. qui avait déjà donné un pré avis similaire il y a un mois, ou la H.A.S. a-t-elle enfin pris conscience que le pouvoir politique perd pied après l'avoir bien utilisée ? Il n'en demeure pas moins que la Fédération Hospitalière de France (F.H.F.), organisation des employeurs hospitaliers du public, et un syndicat d'infirmiers sont abasourdis du nouveau positionnement de la H.A.S... Situation très cocasse qui démontre que les amis d'hier doivent désormais se manger entre eux comme dans toute fin de règne, la peur changeant de camps !

En tout état de cause, nous retenons que pendant des années on nous a renvoyé au coût des investissements nécessaires pour assurer le soin, or, **on n'a pas hésité à griller plus de 400 Milliards d'euros pour un produit inefficace** en lieu et place du bon sens et de la connaissance empirique à moindre cout et plus efficace, en dépit des déclarations intempestives contre la démonstration de scientifiques qui auraient le malheur d'avoir des convictions politiques, voire religieuses, qui feraient d'eux de dangereux sectaires... Comme si la science avait choisi son bord politique !

400 Milliard ce n'est pas une pacotille, songez qu'un million de secondes correspond à 13 jours et qu'un milliard de secondes correspond à 33 ans ! Jamais autant d'argent n'a été dépensé pour le soin et pourtant on a toujours fait mieux. De surcroit, on ferme des lits à profusion, même en pleine pandémie, et on se gausse de la non-nécessité des professionnels suspendus. Cerise sur le gâteau, nous savons que c'est un cabinet privé et incompétent - **Payé très cher** - qui prenait les vraies décisions alors que les politiques se cachaient derrière l'avis d'autorités dites scientifiques.

Le risque majeur de cette mise en scène est que la science, la vraie, en sorte complètement déconstruite aux yeux des citoyens et que, désormais, la méfiance soit grandissante envers la médecine et.. la vaccination. Les donneurs de leçons et autres directeurs de conscience autoproclamés durant la pandémie en portent une lourde responsabilité, singulièrement celles et ceux qui pouvaient dire non mais qui ont choisi de laisser faire par manque de courage ou ont franchement participé à cette escroquerie en jouant au **kôkabelpôz** par cécité intellectuelle.

Et la conséquence de tout cela est une dette publique exponentielle et un gouvernement qui s'embourbe par entêtement, entraînant le pays dans sa chute. **Son entêtement dans son projet de réforme de la retraite est le même que celui d'appliquer l'obligation "vaccinale" uniquement pour suivre une lettre de mission imposée par la finance internationale.** Ni la démocratie, ni la République et encore moins l'intérêt général ne sont les principes qui meuvent les décisions politiques de ce gouvernement.

D'ailleurs, alors même que dans les précédentes déclarations du gouvernement la réintégration des personnels « non vaccinés » était conditionnée à l'avis de la HAS, nous assistons aux tentatives de contournement du ministre de la santé qui - jouant les prolongations - multiplie les demandes d'avis et repousse l'échéance à juillet. Que donc nous prépare encore ce gouvernement... ou plutôt les cabinets sombres qui ont pris en otage la démocratie ?

Peu importe ! La FSAS exige que les pouvoirs publics abrogent la loi du 05 Août 2021. En effet, si le gouvernement était vraiment inspiré par ses propres lois il se serait déjà souvenu de sa loi n° 2022-1089 du 30 juillet 2022 mettant fin aux régimes d'exception créés pour lutter contre l'épidémie liée à la covid-19. Cette loi dispose en son article 4 : « Lorsque, au regard de l'évolution de la situation épidémiologique ou des connaissances médicales et scientifiques, telles que constatées par la Haute autorité de santé (HAS), l'obligation [...] n'est plus justifiée, celle-ci est suspendue par décret, pour tout ou partie des catégories de personnes"... Mais pour la FSAS, suspendre n'est pas abroger !

La FSAS a toujours dénoncé les acteurs et complices de cette catastrophique gestion dite sanitaire et réaffirme que, si "nous sommes en guerre", une cour martiale est donc nécessaire pour juger les officiers et sous-officiers qui ont autorisé le massacre.

La FSAS réaffirme que toute réintégration doit être suivie d'une indemnisation à la hauteur des préjudices subis. Si il y a eu des milliards à jeter dans un puits sans fond il doit y avoir de quoi indemniser les suspendus et les victimes d'effets secondaires que l'on tente de cacher par tous les moyens, quitte à prendre dans la poche de tous ceux qui ont élaboré, voté, appliqué et défendu cette loi infâme... A quelque rang qu'ils soient !

La FSAS appelle l'ensemble des soignants et accompagnants médicosociaux, qu'importe leur statut dit "vaccinal", à ne pas tomber dans la nouvelle division qui se prépare entre "ceux qui auraient joué le jeu de la responsabilité" et "ceux qui n'auraient pas joué le jeu de la responsabilité"... **Un nouveau piège à "diviser pour mieux régner" par la diversion de ceux qui ont peur, alors que les nouveaux combats à venir nous obligent à l'unité !**

La FSAS affirme qu'il n'y a ni "pro-vax" ni "anti-vax" mais - d'une part - des citoyens et des travailleurs lucides qu'on a voulu exclure et humilier et - d'autre part - d'autres qui ont été bernés par la volonté vicieuse du gouvernement de cliver pour faire passer ses lois autoritaires qui n'ont rien de sanitaires. Le temps est venu pour que les travailleurs de la santé et du médicosocial ainsi que la population entière, se retrouvent, s'unissent et combattent leur seul et unique adversaire : **la tyrannie de l'oligarchie politique, financière et sanitaire.**

La FSAS revendique, donc, une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par :

- **L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).**
- **Le paiement des arriérés des ces professionnels qui n'ont aucunement fauté.**
- **La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.**
- **La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.**
- **L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.**
- **L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.**
- **L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.**
- **La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.**
- **La sanctuarisation le nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.**
- **Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télémédecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.**
- **Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.**
- **La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.**
- **L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.**
- **Une véritable réparation du scandale de la chlordécone.**
- **Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.**

Basse-Terre, le 06 Avril 2023

